CAT-012
2023-05-04
F. Fortin-Lauzier

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Avril 2023

Votre gouvernement

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

Nº	Titre
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 […].
2.	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : [...].
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses […].
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel […] Par le ministère ou l'organisme […] Par un professionnel ou par une firme externe […].
5.	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme […] Données par un professionnel ou une firme externe […].
6.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023 […].
7.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, […].
8.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : […].
9.	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, […].
10.	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, […].
11.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses […].
12.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : […].
13.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : […].

Nº	Titre
14.	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 […].
15.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 […].
16.	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 […].
17.	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, […].
18.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, […].
19.	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, […].
20.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : […].
21.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), […].
22.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022- 2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : […].
23.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, […].
24.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, […].
25.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), […].
27.	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, […].
28.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : […].
29.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Nº	Titre
31.	L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. […].
32.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 […].
33.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement. […].
34.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
35.	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l’année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.
38.	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2022-2023 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : […].
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’état, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d’absentéisme en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42.	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle : […].
43.	Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, […].
44.	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, […].

Nº	Titre
45.	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
46.	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : […]
47.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.
48.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action de développement durable.
49.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
50.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
51.	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : […].
52.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
53.	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022- 2023 : […].
54.	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : […].
55.	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : […].
56.	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages : […].
57.	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
58.	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
59.	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.
60.	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

Nº	Titre
61.	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
62.	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
63.	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
64.	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
65.	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
66.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, […].
67.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : […].
68.	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. […].
69.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 :
A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
C) LES PERSONNES RENCONTRÉES;
D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
F) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE;
G) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS;
H) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
- LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
- LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
I) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;
I) LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.

A) DATES	A) ENDROITS	B) ET DESCRIPTIONS	D) COÛT TOTAL DU VOYAGE
Sept. 2022 (24 au 30)	Lyon (France)	Objectifs : Le Congrès de l'Union sociale pour l'habitat (USH) constitue un lieu d'échanges et d'information professionnelle unique pour toutes les composantes du Mouvement Hlm: les organismes, les industriels et les prestataires de service de la filière du bâtiment, de l'énergie, des services ou de la ville de demain.	3 276 $
Oct. 2022 (21 au 29)	Versailles (France)	Objectifs : La 54^{e} conférence du Réseau Habitat et Francophonie (RHF) avait pour thème « Préparer l'habitat de demain, les acteurs du logement social en action et en transition ». Elle visait à aborder le partage de bonnes pratiques sur les nouvelles formes d'habitat et valoriser les nouvelles solutions pour l'habitat de demain.	4 544 $

A) DATES	A) ENDROITS	B) ET DESCRIPTIONS	D) COÛT TOTAL DU VOYAGE
Oct. 2022 (31 oct. au 5 nov.)	San Francisco (États-Unis)	Objectifs : Greenbuild rassemble les leaders de l'Amérique du Nord engagés dans la construction durable. Cette conférence et foire se tient annuellement dans différentes villes des États-Unis. L'Industrialized Wood-Based Construction Conference (IWBC), une conférence annuelle récente, présente pour sa part les plus récentes innovations de la construction industrialisée en bois. Pour la première fois, les deux événements se tenaient simultanément.	4 662 $

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).
http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

C) LES PERSONNES RENCONTRÉES;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

F) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

G) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Au 28 février 2023.

QUESTION 2

POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2022-2023 :

A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;

B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;

C) LES COÛTS VENTILÉS;

D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC..

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été fait au Québec par les dirigeants de la SHQ pour l'année 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

Au 28 février 2023.

QUESTION 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024;
B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

Pour les contrats de plus de 25 000 $, les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/. Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Au 28 février 2023.

QUESTION 4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

E), F) et M) TYPE D'ÉVÉNEMENT ET BUT VISÉ	E) et I) DÉPENSES (2022-2023)
Conférences de presse	4 200 $
Annonce d'un investissement de plus de 5,9 M$ pour la construction de logements abordables à Sherbrooke dans le cadre de la Seconde Entente Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements.	
Activité médiatique soulignant la construction du projet d'habitation Avenir de femmes destiné à des femmes monoparentales à faible revenu à Laval.	
Activité médiatique soulignant la construction du projet d'habitation Défi-Logis destiné à des personnes ayant une déficience intellectuelle à Salaberry-de-Valleyfield.	
Activité médiatique soulignant l'avancement des travaux de construction du projet d'habitation de la Coopérative de solidarité L'Oasis des lacs destiné à des personnes âgées en légère perte d'autonomie à Saint-Denis-de-Brompton.	
Activité médiatique soulignant l'avancement des travaux de construction du Square Urbania pour des logements sociaux et abordables destinés à des personnes âgées de 55 ans et plus à Gatineau.	
Activité médiatique soulignant l'avancement des travaux de construction du projet d'habitation de la Coopérative de solidarité du Parc destiné à des personnes âgées autonomes à Sainte-Barbe.	

E), F) et M) TYPE D'ÉVÉNEMENT ET BUT VISÉ	E) et I) DÉPENSES (2022-2023)
Activité médiatique soulignant l'inauguration de l'immeuble Le Concorde à Saint-Hyacinthe pour des personnes en situation d'itinérance.	
Activité médiatique soulignant l'inauguration du projet d'habitation Pointe-de-Sainte-Foy, phase II, destiné à des personnes âgées autonomes et à des personnes vivant avec un problème de santé mentale à Québec.	
Activité médiatique soulignant l'inauguration de la phase II de la Villa-Parc-de-la-Paix pour des personnes âgées en légère perte d'autonomie à Drummondville.	
Activité médiatique soulignant l'inauguration du plus important projet de l'histoire du programme AccèsLogis Québec de la SHQ, soit la Résidence des Ateliers, pour des logements destinés à des aînés autonomes ou en légère perte d'autonomie à Montréal.	
Activité médiatique soulignant l'inauguration d'un immeuble de logements sociaux à Sherbrooke destinés à des personnes handicapées physiques.	

E) ET F) et M) TYPE D'ÉVÉNEMENT ET BUT VISÉ	E) et I) DÉPENSES (**2022-2023**)
Événement 28e Colloque des gestionnaires techniques du logement social et communautaire, colloque de la SHQ réunissant annuellement environ 190 gestionnaires techniques et leur équipes (spécialistes du domaine du bâtiment (technique et de gestion)).	11 640 $
Événement 53e Conférence internationale du Réseau Habitat et Francophonie dont la SHQ était l'hôte, conférence organisée par la SHQ réunissant environ 165 intervenants issus du domaine de l'habitation sociale et représentant une dizaine de pays de la Francophonie.	31 055 $
Événement 15e Rendez-vous de l'habitation, colloque de la SHQ réunissant annuellement environ 400 acteurs du logement social et communautaire.	85 540 $

G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres

K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ) :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.:

Certains événements ont été organisés par des firmes ou des professionnels externes de même que par le personnel de la SHQ.

N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

Les questions A), B), C) et D) s'adressant au cabinet ministériel ne s'appliquent pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 5

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :
A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :
D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024;
E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

A) DÉPENSES 2022-2023	G) NOM DU FOURNISSSEUR	B) BUT VISÉ
2 450 $	Formation Qualitemps inc.	Améliorer ses compétences en communication écrite
4 320 $	ACCENT FORMATION	Améliorer ses compétences en communications orale et écrite.
3 500 $	Cégep Sainte-Foy	Améliorer ses compétences en communications orale.
9 050 $	ACTI-COM	Améliorer ses compétences en communication écrite.
460 $	Cégep Limoilou	Améliorer ses compétences en communication écrite.

Les sous-questions C) et F) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les sous-questions D), E), H) et I) sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

Au 28 février 2023.

QUESTION 6

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2022-2023, EN INDIQUANT :
A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
F) L'ÉCHÉANCIER;
G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

A) NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	E) COÛT	C) MANDAT
Acquiro Systems Inc.	7 200 $	Services professionnels - Ajustement d'un chiffrier pour le programme PHAQ
Acti-Com	2 300 $	Formations sur l'Écriture stratégique
Administration portuaire de Québec	25 670 $	Rendez-vous de l'habitation 2022
Banques alimentaires du Québec, Les	4 600 $	Distribution des feuillets du programme Allocation-logement
Bureau de conférenciers Orizon inc.	3 915 $	Alain Dubuc conférencier pour le Rendez-vous de l'habitation 2022
C.I.B. développement organisationnel	7 000 $	Services d'expertise en developpement organisationnel
Écohabitation	8 320 $	Services professionnels pour réaliser une simulation énergétique pour le projet de construction de logements en Jamésie secteur Chapais
Écohabitation	8 320 $	Services professionnels pour réaliser des simulations énergétiques pour le projet de construction en Jamésie secteur Chibougamau
En mode solutions inc.	2 610 $	Services professionnels d'accompagnement pour le Rendez-vous de l'habitation 2022
En mode solutions inc.	10 968 $	Animation du Rendez-vous de l'habitation 2022
Équipements J.V.C. inc., Les	9 830 $	Services professionnels pour réaliser une étude pédologique pour le projet de construction en Jamésie secteur Chapais

A) NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	E) COÛT	C) MANDAT
Équipements J.V.C. inc., Les	8 775 $	Services professionnels pour réaliser une étude pédologique pour le projet de construction en Jamésie secteur Chibougamau
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales [FQM]	3 400 $	Salon affaires municipales - Kiosque
Groupe Edgenda inc.	- $	Cultiver ses habiletés politiques
Groupe Magnitude inc.	9 213 $	Impression Groupe Magnitude inc
Hôtel Palace Royal inc.	9 443 $	Salle, Hébergement, Audio-Vidéo et traiteur - Colloque Gestionnaire Technique
ITI inc.	640 $	Services professionnels d'accompagnement technique pour Microsoft 365
Me Danielle Girard-Gendron, notaire	4 500 $	Services professionnels d'un notaire pour le projet de construction de logements en Jamésie - Secteur Chapais
Me Danielle Girard-Gendron, notaire	5 700 $	Services professionnels d'un notaire pour le projet de construction de logements en Jamésie - Secteur Chibougamau
Pâtisserie-Traiteur la Mangue Verte inc.	7 623 $	Rendez-vous SHQ - Novembre 2022 - Traiteur
PPS Canada	4 000 $	M. Mpambara conférencier pour le Rendez-vous de l'habitation 2022

B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

F) L'ÉCHÉANCIER;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information quant aux contrats de 25 000 $ et plus est publiée dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :

https://www.seao.ca/

Au 28 février 2023.

QUESTION 7

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 8

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 :

A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;

B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);

C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;

D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;

E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;

F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;

G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;

H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 9

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

A) LE NOM DU PROJET;
B) LA NATURE DU PROJET;
C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
- **LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS;**

L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023.

M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023 :

Aucune pénalité n'a été appliquée.

Les sous questions C), H), J), et K) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions A), B), D), E), F), G), I) et L), dans le cas où les projets informatiques de plus de 500 000 $ répondent à la définition d'un projet qualifié en vertu de Règles relatives à la gestion des projets en ressources informationnelles l'information est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca.

Au 28 février 2023.

QUESTION 10

CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :

A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE;
B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;
C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;
D) LA LISTE DES FOURNISSEURS;
E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.

A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POURL'HÉBERGEMENT DE DONNÉES :

165 055 $.

C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ :

0 $.

D) LA LISTE DES FOURNISSEURS :

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêts en infonuagique sont disponibles sur internet à l'adresse suivante:

https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits ou elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

Au 28 février 2023.

QUESTION 11

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :
A) LA PHOTOCOPIE;
B) LE MOBILIER DE BUREAU;
C) L'AMEUBLEMENT;
D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES OEUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
I. a) AU QUÉBEC;
II. b) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	DÉPENSES 2022-2023
A) Multifonctions et reprographie	44 410 $
B) et C) Mobilier de bureau incluant l'ameublement	1 397 $
D) Décoration et embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0 $
E) Distributeur d'eau de source	0 $
F) Frais de transport	79 714 $
G) Frais d'hébergement	44 842 $
H) Frais de repas	32 849 $
I) Frais d'alcool et de fêtes	4 790 $
J) Perfectionnement, congrès et colloques	
a. Au Québec	124 964 $
b. À l'extérieur du Québec	4 662 $

Note : Ces dépenses sont pour la totalité des employés de la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 12

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT);
F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;
G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;
I) LES ORDINATEURS PORTABLES;
J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

190 $.

C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

0 $.

D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU :

590 $.

E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT) :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LES ORDINATEURS PORTABLES :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).
http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

Au 28 février 2023.

QUESTION 13

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2022-2023 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :

- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

H) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

QUESTION 13

I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

L) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

M) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

N) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

O) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS, VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;

Aucun poste aboli au net en 2022-2023.

P) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

Au 28 février 2023, 33 postes sont en processus de comblement.

Au 28 février 2023.

QUESTION 14

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 DE :

A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;

B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;

C) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES :

En 2022-2023, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du trésor.

C) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS :

9 retraités.

Au 28 février 2023.

QUESTION 15

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2022-2023 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :
A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
E) LA DURÉE DU BAIL;
F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION;
H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

EXERCICE 2022-2023

A) EMPLACEMENT DE LA LOCATION	D) COÛTS D'AMÉNAGEMENT ET/OU DE RÉNOVATION
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec RC, 1er, 3e et 4e étages et entrepôt sous-sol	5 033 $
500, rue Sherbrooke Ouest, 17e étage, Montréal	0 $
1001, avenue de Vitré, Québec	0 $

B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ

L'information se trouve au : http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION :

L'information se trouve au : http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

E) LA DURÉE DU BAIL :

Les locaux occupés sont loués, selon une entente renouvelée annuellement, auprès de la Société québécoise des infrastructures.

F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ :

- Espaces occupés à Québec : Société québécoise des infrastructures.
- Espaces occupés à Montréal : Lotim inc.

G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

0 $

H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence

Au 28 février 2023.

QUESTION 16

CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023, FOURNIR :

A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :

- La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

Pour les immeubles appartenant à la SHQ :

- Aucun actif immobilier excédentaire.

Au 28 février 2023.

QUESTION 17

POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

A) LES DATES DES TRAVAUX;
B) LES COÛTS;
C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

A) LES DATES DES TRAVAUX :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

B) LES COÛTS :

1 304 $.

C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX :

LES DÉMÉNAGEURS AMJ CAMPBELL

Au 28 février 2023.

QUESTION 18

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2022-2023, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

A) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
B) LE TITRE DE LA FONCTION;
C) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
D) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET ;
E) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
F) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
G) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
H) LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
I) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2022-2023;
J) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
K) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
L) SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 19

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2022-2023, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :
A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;
D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

A) ORGANISMES/PERSONNES BÉNÉFICIAIRES	C) MONTANTS	DATES
---[1]	2 371 $	2022-04-22
---[1]	1 200 $	2022-04-22
Mérule pleureuse Québec	45 000 $	2022-07-14
Fondation mission Old Brewery	600 $	2022-08-09
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	15 000 $	2023-01-13
Association de Résidents de Ste Brigide	15 000 $	2023-01-13
Association Érablière	15 000 $	2023-01-13
L'Envolée des mères	15 000 $	2023-01-13
Habitations communautaires Entre-deux-âges	15 000 $	2023-01-13
Logis phare	15 000 $	2023-01-13
Office Municipal d'Habitation de la Mitis	15 000 $	2023-01-13
Office municipal d'habitation de Marguerite-D'Youville	15 000 $	2023-01-13
Office municipal d'habitation de Québec	15 000 $	2023-01-13
Office municipal d'habitation de Sherbrooke	15 000 $	2023-01-13
Office municipal d'habitation du Grand Portneuf	15 000 $	2023-01-13
Office régional d'habitation de L'Érable	15 000 $	2023-01-13

[1] Ce renseignement ne peut être communiqué en vertu des articles 53, 54 et 59 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Au 28 février 2023.

QUESTION 20

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

A) LE NOM DE LA PERSONNE;
B) LE POSTE OCCUPÉ;
C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
G) LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 21

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

A) LE POSTE INITIAL;
B) LE SALAIRE;
C) LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
D) LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;
E) LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 22

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
C) PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 23

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

A) LE NOM DE LA PERSONNE;
B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
D) L'ASSIGNATION INITIALE;
E) L'ASSIGNATION ACTUELLE;
F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 24

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2022-2023, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

A) LE COÛT DE CHACUN;
B) LE FOURNISSEUR;
C) LA NATURE DU SERVICE;
D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

	2022-2023	
DESCRIPTION	**NOMBRE**	**MONTANT**
Accès à l'information, Loi annotée	2	864 $
Accesazim	1	700 $
AdresseComplète – Postes Canada	2	1 300 $
– Code civil du Québec – Code procédures civiles, Code municipal et Lois connexes – Lois sur les cités et villes	1	1 575 $
Droit municipal – Principes généraux et contentieux	1	4 049 $
Formulaire de procédure civile – MAJ # 1	1	50 $
Interceptum	1	2 580 $
JLR Solutions foncières	1	1 325 $
Journaux divers (Le Journal de Québec, Le Devoir) 2 versions électroniques	2	154 $
La Référence en droit civil et droit Québec	1	2 420 $
Le Catalogue.ca – La référence des coûts de la rénovation et construction	1	395 $
Le Courrier parlementaire	1	2 100 $
Manuel CPA Canada	1	635 $
Répertoire des médias du Canada	1	650 $
Société par actions au Québec et Corporation SBL au Québec	1	1 210 $

Au 28 février 2023.

QUESTION 25

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Aucune dépense n'a été effectuée en 2022-2023 par la SHQ pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les Chambres de commerce, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

Au 28 février 2023.

QUESTION 26

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

A) LE NOM DU SITE WEB;
B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
G) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES;
H) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
I) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

A) LE NOM DU SITE WEB :

Site Internet de la SHQ : www.habitation.gouv.qc.ca.

Magazine Web de la SHQ Espace Habitat : www.espacehabitat.gouv.qc.ca.

B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :

Site Internet : Infoglobe, Zengo, Daniel Lafrenière inc., la Direction des ressources informationnelles et la Direction des communications (date de lancement après la refonte : 10 novembre 2011).

Espace Habitat : Unikmédia et la Direction des communications (date de mise en ligne : 1er octobre 2012).

C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :

Site Internet : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2022-2023.

Espace Habitat : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2022-2023.

D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :

Site Internet : Le coût de l'entretien du site est de 18 415$. Il n'y a aucun coût attribuable à l'hébergement et la mise à jour.

Espace Habitat : Il n'y a eu aucuns frais d'entretien à l'externe pour le magazine. Pour la période d'avril 2022 à février 2023, l'hébergement a été assuré à l'externe au coût de 300 $.

E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT, ET LES RAISONS DU CHANGEMENT) :

Aucune dépense relative à la modernisation ou à la refonte n'a été faite en 2022-2023.

F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :

130 $.

H) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Au 28 février 2023.

QUESTION 27

POUR 2022-2023, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :

A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;

B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;

C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;

D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;

E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;

F) LES COÛTS VENTILÉS;

G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 28

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2022-2023 :

A) LE DÉTAIL DES MANDATS;
B) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
C) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
D) LE NOMBRE DE RENCONTRES;
E) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
F) L'OBJET;
G) LES DATES.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 29

LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 30

LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 31

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024.

L'information concernant *la Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2022-2023.

Au 28 février 2023.

QUESTION 32

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 33

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 et 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Programmes à frais partagés	Prévisions* 2022-2023 Revenus Fédéraux (SCHL[1]) (en milliers $)
Programme de logement sans but lucratif - Public volet Régulier	183 691
Programme de logement sans but lucratif - Public volet Inuit	35 245
Programme de logement sans but lucratif - Privé volet Autochtones hors réserve (urbains et ruraux)	6 711
Programme de logement sans but lucratif - Privé volet Régulier	24 846
Rénovation HLM - Subvention OMH de Montréal	46 200
Programme de supplément au loyer	24 223
Programme spécial de supplément au loyer	2 784
Allocation-logement	38 476
AccèsLogis Québec	182 115
Projets hors-programmes des ententes concernant l'initiative pour la création rapide de logements (ICRL)	92 505
Programme d'adaptation de domicile	2 441
RénoRégion	4 421
Programme d'amélioration des maisons d'hébergement	1 130
Programme visant le financement de programmes municipaux d'habitation de la Ville de Montréal	15 220
Frais d'administration de la SHQ	12 352
TOTAL	**672 360**

[1] Société canadienne d'hypothèques et de logement.

* On présente des prévisions afin d'éviter d'avoir de grands écarts d'une année à l'autre, comme les revenus ne sont pas tous comptabilisés à des périodes fixes et que les revenus ne correspondent pas systématiquement aux encaissements de l'année.

Au 28 février 2023.

QUESTION 34

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Aucune prime et aucun boni au rendement payés en 2022-2023.

Au 28 février 2023.

QUESTION 35

POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DU CABINET.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 36

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Aucun montant n'a été versé.

Au 28 février 2023.

QUESTION 37

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 38

LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2023-2024. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2022-2023, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2023-2024, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 39

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 40

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);

B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;

C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;

D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;

E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) :

2022-2023 : 10 723 255 $

B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :

Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet - https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca).

C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Au 28 février 2023.

QUESTION 41

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 42

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;

B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;

C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.

A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS :

Ordres ou corporations professionnels : 8 047 $

Associations : 31 555 $

B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION :

Ordres ou corporations professionnels (Le remboursement est fait à l'employé sur preuve de paiement) :

- Ordre des architectes du Québec;
- Ordre des ingénieurs du Québec;
- Ordre des ergothérapeutes du Québec;
- Barreau du Québec.

Associations :

- Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI);
- The Institute of Internal Auditors (IIA);
- Canadian Housing and Renewal Association;
- École nationale d'administration publique (ENAP);
- Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail;
- Réseau Habitat et Francophonie.

C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS:

Ordres ou corporations professionnels : 13 employés.

Associations : les employés de la SHQ dont le travail est lien avec la raison d'être de l'association visée.

Au 28 février 2023.

QUESTION 43

POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

A) LA DATE;
B) LA NATURE;
C) LES QUESTIONS POSÉES;
D) LES RÉPONSES;
E) LA FIRME RETENUE;
F) LES COÛTS.

Aucun sondage n'a été effectué à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 44

POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT;
B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT :

4 % dans les médias communautaires. Le montant est de 5 570 $.

B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT :

13 % sur Internet et les médias sociaux. Le montant est de 17 323 $.

Au 28 février 2023.

QUESTION 45

TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

La SHQ n'a pas acheté de crédit carbone pour compenser les émissions de gaz à effet de serre.

Au 28 février 2023.

QUESTION 46

AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION :

A) FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2022-2023;

B) NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN 2022-2023 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION;

C) NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

Au 28 février 2023.

QUESTION 47

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTION, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE :

E) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉS 2021-2024.

En 2022-2023, la SHQ a travaillé à l'élaboration de son nouveau plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2025 qui est présentement en attente d'approbation par les autorités. Ce plan fait suite au plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2022, dont le bilan a été publié en décembre 2022.

Aucun budget spécifique n'est prévu pour le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées. Les actions sont notamment réalisées à même le budget de certains programmes de la Société.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2022 est disponible sur le site Internet de la SHQ. http://habitation.gouv.qc.ca/documents_et_references/publications.html.

Au 28 février 2023.

QUESTION 48

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE :

H) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Aucun budget spécifique n'est prévu pour le Plan d'action de développement durable 2022-2023. Les actions sont réalisées à même le budget de la Société par les directions responsables.

Le Plan d'action est disponible sur le site Internet de la SHQ : http://habitation.gouv.qc.ca/documents_et_references/publications.html.

Au 28 février 2023.

QUESTION 49

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE :

L) PLAN D'ACTION EN OCCUPATION ET EN VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023.

Au 28 février 2023.

QUESTION 50

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2022-2023 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE :

OO) RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 51

AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

A) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME;
B) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
C) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2023;
D) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
E) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Au 28 février 2023.

QUESTION 52

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

Une somme de 2 218 $ a été remboursée aux employés en 2022-2023 pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Au 28 février 2023.

QUESTION 53

CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023 :

A) LES SOMMES DÉPENSÉES;

B) LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);

C) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

A) LES SOMMES DÉPENSÉES;

0 $

B) LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

C) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

0 $

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 54

POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS DE LA FIRME MCKINSEY ET COMPAGNIE :
A) COPIE DU CONTRAT;
B) DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT;
C) VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT;
D) SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 55

POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION :

A) COPIE DU CONTRAT;
B) DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT;
C) VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT;
D) SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 56

VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES :

A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;

3

B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

5 758 $.

Au 28 février 2023.

QUESTION 57

PROPORTION DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ, DEPUIS 5 ANS.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 58

INDIQUER LE NOMBRE ET LA VALEUR MONÉTAIRE DES CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES-CONSEILS; FOURNIR LESDITS CONTRATS LE CAS ÉCHÉANT.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 59

INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAÎNÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 60

INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42E LÉGISLATURE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 61

INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

Au 28 février 2023.

QUESTION 62

INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 63

INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2022-2023.

Au 28 février 2023.

QUESTION 64

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

POUR LES IMMEUBLES QUI SONT PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES :

- La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

ACTIFS APPARTENANT À LA SHQ :

	Valeur nette comptable
Terrains	100 992 336 $
Bâtiments	227 131 705 $
Améliorations majeures	1 181 568 707 $
Matériel et équipement	338 449 $

Au 28 février 2023.

QUESTION 65

INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Au 28 février 2023.

QUESTION 66

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI ;
C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
D) LE MONTANT ACCORDÉ;
E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Au 28 février 2023.

QUESTION 67

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2022-2023 :

A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023.

Au 28 février 2023.

QUESTION 68

POUR 2022-2023, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;

B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Au 28 février 2023.

QUESTION 69

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.

Aucun comité formé par la SHQ en 2022-2023.

Au 28 février 2023.

BÂTISSONS
ENSEMBLE
DU MIEUX-VIVRE

Société d'habitation Québec

WWW.HABITATION.GOUV.QC.CA